



HAL
open science

Silence et histoire postcoloniale. Les “pieds-rouges” en Algérie indépendante

Laura Orban

► **To cite this version:**

Laura Orban. Silence et histoire postcoloniale. Les “pieds-rouges” en Algérie indépendante. Forum Insaniyyat Tunis, Sep 2022, Tunis, Tunisie. hal-04120847

HAL Id: hal-04120847

<https://hal.science/hal-04120847>

Submitted on 13 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Titre de l'intervention :

Silence et histoire postcoloniale. Les « pieds-rouges » en Algérie indépendante

Date, horaire et lieu de l'intervention :

Vendredi 23 septembre, 8:45-10:45 – Université Al Manouba, salle C3

Histoire de l'Afrique après les indépendances - FR-EN

- Modératrice : **Anouck Cohen**, Centre Jacques Berque, Maroc
- **Wafaa Taleb**, Université Oran 2, (Algérie), *From the year of Africa to the era of illegal immigration EN (à distance)*
- **Caterina Roggero**, Université des Etudes de Milan-Bicocca, (Italie), *L'Italie et l'Algérie de Ahmed Ben Bella entre prudence diplomatique et soutien « révolutionnaire » FR (à distance)*
- **Laura Urban**, Paris 8 (France), *Silence et histoire postcoloniale. Les « pieds-rouges » en Algérie indépendante FR*
- **Ekaterina Vasileva**, University of Erfurt, (Allemagne), *Aesthetics of anticolonial movement: Algerian documentary television EN*

Résumé de mon intervention :

Cette communication traitera du silence comme variable d'un objet de recherche, en l'occurrence l'histoire méconnue et, par certains aspects, occultée des « pieds-rouges ». Ces derniers ont constitué un ensemble hétérogène d'individus européens, majoritairement français, qui se sont rendus en Algérie au lendemain de l'indépendance avec l'ambition de soutenir une révolution socialiste ou pour participer à l'effort de reconstruction du pays. Leurs idéaux, qui peuvent être qualifiés à maints égards d'utopistes, se heurtèrent à la réalité socio-politique de l'Algérie nouvelle. Le coup d'État de Houari Boumediene le 19 juin 1965 marqua la fin des espoirs et illusions des « pieds-rouges ».

L'histoire individuelle et collective des « pieds-rouges » peine cependant à trouver sa place dans la grande Histoire. La disparition progressive des acteurs et leur réticence à communiquer sur leur expérience d'une part, le vide historiographique dû au peu d'études à leur sujet et la difficulté d'accès aux archives d'autre part, contribuent au silence relatif qui les entoure. Nous tenterons de déterminer les différentes significations de ce silence (politique, psychologique, idéologique, mémoriel) et comment les appréhender.

Autrement dit, qu'a fait l'histoire de l'échec d'un héroïsme ? Si l'histoire est écrite par les vainqueurs pour les vaincus, peut-elle être aussi écrite par les contre-héros ? Ne chercherait-on pas à effacer la mémoire des échecs plus encore que celle des défaites ?

NOTES POUR TABLE RONDE

Contextualisation & faits :

- Coopération : Vidée de ses cadres par suite du départ massif des Européens d'Algérie, le gouvernement algérien entame dès l'indépendance une coopération culturelle puis technique avec son homologue français. Par conséquent, l'indépendance de l'Algérie ne marque pas la fin des relations économiques, politiques, culturelles et sociales entre la France et l'Algérie.
- Pieds-noirs VS pieds-rouges : Au lendemain de l'indépendance tandis que la majorité des Européens – et Juifs d'Algérie – quittent leur terre natale ou de vie pour la métropole, certains choisissent de rester. Ils sont rejoints des semaines, des mois ou des années plus tard par les « pieds-rouges » venus s'installer sans attaches préalables avec l'Algérie pour certains¹ ou avec des liens tissés durant les années précédant l'indépendance pour d'autres.
- Définition générale pieds-rouges : L'historiographie les présente comme étant un ensemble hétérogène d'individus européens, majoritairement français, qui se sont rendus en Algérie au lendemain de l'indépendance avec l'ambition de soutenir une révolution socialiste ou pour participer à l'effort de reconstruction du pays. Ils peuvent être trotskistes ; anciens militants radicaux engagés dans la lutte indépendantiste clandestine aux côtés du Front de Libération Nationale (FLN) ; communistes partisans de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) ; chrétiens de gauche portés par leur idéal de fraternité universelle ; ou bien humanitaires. Ils partagent pour la plupart une certaine forme de culpabilité vis-à-vis du passé colonial de leur pays d'origine ou bien du passé missionnaire de l'Église.
- Utopisme/désenchantement : Déterminés à être enfin du bon côté du monde avec l'envie d'inscrire leur nom dans la grande Histoire en faisant partie de celle du « tiers-monde » et de ses ébranlements, les « pieds-rouges », par leur utopisme social, verront leurs attentes buter contre la réalité socio-politique de l'Algérie nouvelle. L'Algérie nouvelle a été le réceptacle d'un ensemble d'attentes d'ordres social, politique, économique et culturel dont nous tenterons de décrire le contenu et les contours. Toutefois, le propre d'une utopie est bel et bien la dimension onirique d'un projet dont la réalisation n'est possible que partiellement, voire impossible.
- Origine du terme : Le terme « pied-rouge » est formé par analogie avec le terme « pied-noir » désignant les Français d'ascendance européenne vivant en Afrique du Nord française pendant la colonisation, qui avaient jusqu'à lors constitué la seule présence européenne sur le territoire, et le qualificatif « rouge » qui fait référence au socialisme. Cependant, l'origine du terme est controversée. Selon la première hypothèse l'expression aurait été inventé par des journalistes de droite et d'extrême droite pour « railler cette ahurissante sous-espèce d'oiseaux migrateurs, se posant à Alger en chantant *L'Internationale* et censée, bien évidemment, appartenir au camp des “rouges”, bolcheviques et autres suppôts de Moscou »². Selon une deuxième hypothèse, l'expression tire son origine d'un billet écrit par Kateb Yacine et publié dans le quotidien *Alger Républicain* début 1963. Pour célébrer la naissance du fils d'un docker pied-noir communiste très populaire à Alger, l'auteur aurait attribué le surnom de « pied-rouge » à cet homme nouveau, symbole de l'Algérie nouvelle.

¹ CHAIB Salah, « Les coopérants français en Algérie (1962-1966). Récits croisés pour une ébauche de portrait », *Cahiers d'études africaines*, 2016, n°1-2, 221-222.

² *Ibid*, p.11.

Enjeux de définition

- Il est IMPOSSIBLE de définir un portrait type des « pieds-rouges » compte tenu de la diversité des parcours et du sens donné à l'engagement des étrangers, surtout Français venus en Algérie dans les années 1960.

Problème n°1 : pieds-rouges VS coopérants ?

- Deux statuts administratifs différents :
 - Absence : Une partie d'entre eux débarquent en Algérie sans en aviser les administrations française ou algérienne compte tenu de l'absence de procédures administratives spécifiques permettant d'enregistrer l'entrée d'un étranger sur le territoire national, tel que le visa.
 - Coopération : Une fraction des « pieds-rouges » forme une sous-catégorie de coopérants, catégorie regroupant des situations administratives et humaines très variées se référant aux individus ayant signé des contrats de coopération entre leur pays d'origine et l'Algérie dès l'été 1962.
- Chiffres : Au 1^{er} avril 1963, moins d'un an après l'indépendance, selon un recensement officieux³, on comptait 13 800 fonctionnaires français sur l'ensemble du territoire algérien. Toutefois, les années qui suivent l'indépendance sont mouvementées et confuses. En effet, entre le départ des pieds-noirs à l'été 1962 – ainsi que des Juifs d'Algérie – et l'arrivée des coopérants, il est difficile de trouver des registres officiels et fiables des mobilités, de l'évolution du nombre d'individus étrangers sur le sol algérien et rien n'indique quelles étaient leurs opinions ou motivations politiques. Autrement dit, il est difficile de discerner qui des coopérants étaient des « pieds-rouges ».

Problème n°2 : Quelle cohérence donner à ce groupe ?

- Questions initiales de définition : La caractéristique distinctive d'un « pied-rouge » est-elle son degré de politisation ? Si oui, est-elle à gauche ? L'intention qu'il a donné à sa venue en Algérie ? Son pays d'origine ? Sa situation administrative à son arrivée ? La perception que les acteurs politiques et sociaux se sont fait de lui de son contemporain ? La réponse se trouve certainement à l'intersection entre ces différentes variables.
- Populations européennes en Algérie : Pour y répondre, il nous faut nous demander ce qui différencie les catégories de population présentes en Algérie après 1962. Dans cette Algérie nouvelle cohabitent une large majorité d'Algériens ; des Européens – et Juifs – d'Algérie restés sur place, surnommés les « pieds-verts », plus ou moins anticolonialistes et politisés à gauche ; des travailleurs étrangers ayant signé des accords de coopération, plus ou moins anticolonialistes et politisés à gauche ; des travailleurs n'ayant pas signé d'accords de coopération, venus participer à l'effort de reconstruction, plus ou moins anticolonialistes et politisés à gauche ; et parmi ces derniers, des militants de gauche et d'extrême gauche arrivés plein d'espoir de bâtir un état socialiste auprès du premier gouvernement algérien. Si la majorité des « pieds-rouges » appartient à ces deux dernières catégories de population (les travailleurs n'ayant pas signé d'accords de coopération et les militants de gauche et d'extrême gauche), une part conséquente d'entre eux ont débarqué en Algérie dans le cadre des accords de coopération.
- Présences pré VS post-indépendance : Les « pieds-rouges » arrivés en Algérie au lendemain de l'indépendance sans attaches préalables avec l'Algérie et les militants anticolonialistes ayant participé à la guerre d'Algérie se représentent leur présence en Algérie après 1962 de la même façon.

³ LAKS Monique, *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, Paris : E.D.I., 1970.

- Nationalité : Comment caractériser les « pieds-rouges » dont certains militants sont considérés comme algériens par les Algériens alors que si peu ont pu acquérir la nationalité algérienne ? Alors que les plus internationalistes d'entre eux ne souhaitent pas être associés à leur nationalité étrangère, d'autres sont conscients que leur nationalité d'origine est porteuse de sens dans un pays récemment décolonisé.

Problème n°3 : Quels outils pour les décrire ?

- Prosopographie ? Entre les représentations que les « pieds-rouges » ont d'eux-mêmes et des autres étrangers en Algérie, la définition que l'historiographie leur a attribuée et la perception que les acteurs de l'époque ont d'eux : établir une nomenclature des divers enjeux et aspects de leur présence en Algérie sans recourir à une simple prosopographie n'est pas tâche facile. Ce format permettrait, certes, de rendre compte de la diversité de leurs trajectoires mais manquerait sûrement à décrire avec suffisamment de nuance et intérêt les points communs qu'ils partageaient, les liens qui les unissaient avec les autres habitants de l'Algérie nouvelle, étrangers et algériens, la complexité des enjeux de leur engagement, l'incidence que ces années en Algérie ont eues sur ces parcours ainsi que sur l'évolution socio-politique du nouvel État et plus généralement la singularité de ce phénomène historique transnational, qui ne s'est pas limité aux frontières françaises et algériennes.
- Solution : compte tenu de la quasi-absence de valeurs auto-référentielles d'appartenance à la catégorie de pieds-rouges, il m'était difficile de comprendre dans leur ensemble les trajectoires biographiques des pieds-rouges : j'ai donc choisi de raisonner en termes de motivations, attentes, profils sociaux secteurs d'engagement.

Causes historiographiques du silence - L'indépendance algérienne et la genèse d'un vide historiographique

- Historiographie au lendemain de l'indépendance et intérêt de l'histoire du temps présent : Au lendemain de l'indépendance nous assistons à une production prolifique de savoir scientifique autour du fait colonial et précolonial qui a vu s'opposer deux catégories d'intellectuels français : « ceux qui en furent partie prenante, souvent à leur corps défendant (pieds-noirs cultivés, officiers et administrateurs éconduits, juifs sépharades à nouveau exilés, professeurs coopérants lancés dans cette aventure, à l'instar de Charles-Robert Ageron, etc.), et les marxistes, soucieux d'éprouver le marxisme évolutionniste et la pertinence de leur grille d'analyse téléologique. »⁴. Les années 1970 sont synonymes d'une diversification des objets d'étude dans le champ de recherche sur l'Algérie. Les historiens s'emparent des questions d'immigration, de nationalisme (ou des biographies des grandes figures du nationalisme algérien), des crimes coloniaux, entre autres. Hormis le travail de quelques historiens marxistes ou tiers-mondistes de conviction, les travaux qui voient le jour concernent majoritairement l'époque précoloniale ou coloniale et le champ d'étude sur l'Algérie indépendante demeure relativement infertile, malgré la création en 1978 de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), sous l'impulsion de François Bedarida et René Rémond. Pour que le champ des études postcoloniales s'ouvre autant dans les faits que dans la volonté, il faudra attendre que Jean-François Soulet fonde en 1989, à Toulouse, le Groupe d'histoire du temps présent (GHTP) dans l'espoir de permettre aux chercheurs de travailler sur la période la plus contemporaine pour laquelle il existe encore des témoins⁵.

⁴ VERMEREN Pierre, *Misère de l'historiographie du Maghreb post-colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne (Paris I), 2012.

⁵ SOULET Jean-François, « Bilan et perspectives de l'histoire immédiate », *Cahiers d'histoire immédiate*, Toulouse, Actes du colloque du GRHI d'avril 2006, n° 30-31, automne 2006-printemps 2007.

- Pouvoirs publics français/algériens et archives : Toutefois, force est de constater que l'attitude limitative, et à bien des égards fermée, des pouvoirs publics français et l'attitude restrictive, voire répressive de l'État algérien, soucieux de garder la main sur le roman national, d'autre part, ne créent pas un terrain favorable au travail des historiens. En France, alors même que l'article L. 213-2 (L. no 2008-696) du Code du patrimoine datant du 15 juill. 2008 garantissait la communicabilité de plein droit des archives publiques après certains délais, un arrêté de 2011 puis un second arrêté de novembre 2020 exige que chaque archive classée secret-défense fasse l'objet d'une procédure de déclassification avant d'être communiquée à la personne qui en aurait fait la demande, sous peine de poursuites pénales. L'arrêté du 13 novembre 2020 fut annulé par le Conseil d'État le 2 juillet 2021. Quant à l'Algérie, les idéologues du FLN puis les gouvernements successifs depuis l'indépendance ne reconnaissent pas l'autonomie de l'histoire et définissent « le cadre à l'intérieur duquel les historiens doivent situer leurs travaux »⁶, surtout dans le cas de la période contemporaine qui est utile pour légitimer le monopole du pouvoir d'État. Dans une lettre ouverte adressée au président de la République algérienne Abdelmajid Tebboune, neuf historiens demandent l'application formelle de la loi 88-09 du 26 janvier 1988. Alors que la loi prévoit le droit d'accès aux dossiers classés après certains délais, les historiens déplorent l'interférence « des interprétations personnelles qui vont à l'encontre de l'esprit même des archives, qui sont un patrimoine de la nation ».
- Rapport Stora, leur d'espoir ? : Le rapport Stora sur « Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie » et la proposition d'une commission Mémoire et Vérité constitue une leur d'espoir dans le champ historique franco-algérien. Toutefois, force est de constater que ces propositions se limitent à l'analyse de la volonté officielle d'amnésie et des obstacles du travail mémoriel autour de la période coloniale et de la guerre sans explorer les enjeux historiographiques de la post-indépendance.
- Vide historiographie au sujet des « pieds-rouges » et Catherine Simon : C'est dans ce vide historiographique au sujet des « pieds-rouges » et ce silence que se situe ma recherche. J'ai l'espoir que l'étude de la constellation socio-politique que représentaient les « pieds-rouges » puisse contribuer à approfondir une histoire postcoloniale dont plusieurs pans restent encore à écrire. L'unique historiographie existante à ce jour sur les « pieds-rouges » est l'ouvrage *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962 - 1969)* (Éditions La Découverte, 2011), de Catherine Simon, grand reporter au Monde à Alger durant la guerre civile des années 1990.
- Historiographie autre que cadre mes recherches : Aujourd'hui, ma recherche s'inscrit dans la continuité de l'intérêt historiographique porté ces dernières années au moment révolutionnaire des indépendances⁷ d'une part et aux gauches arabes⁸ d'autre part. Je propose d'apporter une nouvelle lecture aux travaux consacrés aux relations internationales algériennes au tournant de l'indépendance⁹ et au socialisme algérien naissant¹⁰ en y inscrivant les trajectoires et mémoires individuelles et collectives de militants.

Causes historiques du silence :

- Fuite en avant des « pieds-rouges » : Face à cette réalité, les élites intellectuelles algériennes et l'intelligentsia de gauche française se voilaient la face et rares sont les penseurs à l'époque qui prirent

⁶ PERVILLE Guy « Histoire et mémoires de la relation franco-algérienne », *L'ivrEscQ*, n° 22, avril 2013, pp.43-53.

⁷ Nous pouvons citer, à titre d'exemple, les travaux de RILLON Ophélie, GUIDI Pierre, BLUM Françoise, *Étudiants africains en mouvement : Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2017.

⁸ Entre autres, GUIRGUIS Laure, *The Arab Lefts: Histories and Legacies, 1950s-1970s*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2020.

⁹ Nous pouvons citer, à titre d'exemple, les travaux de BYRNE Jeffrey James, *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonization, and the Third World Order*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

¹⁰ Par exemple, les travaux d'OTTOWAY David, OTTOWAY Marina, *Algeria. The politics of a socialist revolution*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1970.

le parti de dévoiler le manque de contenu social donné à la postindépendance algérienne, à l'instar du groupe *Socialisme ou Barbarie*, de Gérard Chaliand ou encore Franz Fanon. Mohammed Harbi, conseiller auprès de Ben Bella devenu par la suite historien, rejoindra cette poignée d'intellectuels avec la publication de son livre *Le FLN, mirage et réalité* (Éditions J.A., 1980) dans lequel il analyse les éléments fondateurs de la nation algérienne indépendante et le processus de concrétion du Front. Jean-Marie Boëglin illustre cette euphorie collective : « on était sur un petit nuage : “formidable, l'Algérie est indépendante !” Mais c'est là les premiers grincements, les premières choses dont j'aurais dû me méfier si j'avais été un peu moins enthousiaste, un peu moins pulsionnel »¹¹ et Serge Michel réalise que « sa fantaisie, son imagination, sa folie, n'ont plus de place dans un pays voué à la dérive autoritaire »¹². Tandis que certains pardonnent l'autoritarisme du FLN à l'instar des trotskistes qui justifient le bonapartisme de Ben Bella comme une « nécessité positive pour parer à l'émiettement du pouvoir »¹³, d'autres préfèrent rester aveugles quant à la nature du régime politique algérien. Les mouvements anticolonialistes ont longtemps revendiqué l'existence d'une nation algérienne sans créer un espace de débat nécessaire sur les tenants et aboutissants de l'érection d'un État sur la base d'une idéologie nationaliste visible et assumée. Ainsi, l'internationalisme ou le tiers-mondisme d'une part conséquente des « pieds-rouges » s'est heurté au nationalisme d'un pays récemment décolonisé. Alors que l'Algérie fonctionnait en quelque sorte « comme un laboratoire des aspirations et des mythes politiques [...] de la gauche française »¹⁴ et plus particulièrement de ceux des « pieds-rouges », pour comprendre l'échec relatif de ces idées, il est essentiel de prendre en considération le fait que « les Européens les [ont répandu souvent] avec la compréhension qu'ils en ont, c'est-à-dire à la lumière de leurs réalités sociales et nationales. »¹⁵

- Coup d'État de Boumediene : La chasse aux benbellistes commence. L'autogestion, cheval de bataille de Ben Bella et de ses camarades trotskistes est « sabotée »¹⁶, Boumediene met en œuvre un « anticommunisme systématique »¹⁷ et réprime l'aile socialiste du F.L.N. en incarcérant notamment Mohammed Harbi et Hocine Zahouane, proches conseillers de Ben Bella ; tout ceci sans grande difficulté¹⁸. « La tranquillité règne dans tout le pays. Le terrorisme n'a aucune chance en Algérie »¹⁹, affirme même le commandant Slimane, porte-parole du conseil de la révolution, constat difficilement contestable. Plusieurs solutions s'offrent alors aux « pieds-rouges », « socialistes en peau de lapin », comme les appelait Boumediene. Certains rentrent dans la clandestinité totale ou partielle après le coup d'État puis choisissent de quitter l'Algérie se sentant trop menacés ; d'autres sont arrêtés rapidement par les forces de l'ordre et sont forcés de partir²⁰. De celles et ceux qui quittent l'Algérie, tous ne le font pas immédiatement et trouvent des solutions alternatives pour y rester. En effet, certains acquièrent le statut de coopérant au coût de l'abandon de leurs activités militantes et politiques. Pour cet ensemble d'étrangers « qui n'ont jamais formé une communauté homogène ni même une catégorie de population, encore moins une famille politique »²¹, l'heure est à la dispersion, l'émiettement et l'isolement pour les plus chanceux d'entre eux et à la résilience contre la répression pour les autres. La stratégie de la répression orchestrée par le colonel Boumediene semble résider dans la discrétion, la temporisation et la menace. Notons qu'à l'approche de la deuxième conférence afro-asiatique qui devait se tenir à Alger

¹¹ SIMON Catherine, *op. cit.*, p.191.

¹² RUPP Marie-Joëlle, *op. cit.*, p.103.

¹³ SIMON Catherine, *op. cit.*, p.191

¹⁴ HENRY J-R., « La France au miroir de l'Algérie », *Autrement*, n° 38, 1982.

¹⁵ ARNAULT Jacques, *Du colonialisme au socialisme*, Paris, Éditions sociales, 1936, p.193.

¹⁶ GUERIN Daniel, *L'Algérie caporalisée*, suite de *L'Algérie qui se cherche*, Paris, Centre d'études socialistes, 1965.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ BALTA Paul et Claudine RULLEAU, *La stratégie de Boumediène*. Paris, Sindbad, 1978, p.70.

¹⁹ BOURGES Hervé, *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Grasset, 1967, p.140.

²⁰ SIMON, Catherine. *Op. cit.*

²¹ SIMON, Catherine. *ibid*

au lendemain de son coup d'Etat, l'enjeu de Boumediene était de maintenir le calme et éviter de trop vives contestations. Le président auto-proclamé parvint à ses fins : à Oran et Annaba, les manifestations seront plus durement réprimées (provoquant une cinquantaine de morts) que celles des rues de la capitale qui accueillent un plus large public de spectateurs et toutes seront étouffées en l'espace de quelques jours. Cette vague de répression ne soulève pas de réactions assez importantes à l'intérieur du pays où l'opposition est trop fragmentée²² et à l'étranger pour remettre en question la légitimité de ce coup d'état. Du côté des sympathisants étrangers de Ben Bella, une cinquantaine de personnes au total sont arrêtées et torturées une à une : les trotskistes et les communistes, les militants les plus actifs et certains membres de l'appareil de l'Etat²³.

Une coopération neutre VS « contre-héroïsme des pieds-rouges » :

- Utilité technique des coopérants : À l'indépendance, l'Algérie a besoin de cadres et de techniciens pour remplacer les Européens partis avec leurs souvenirs mais surtout avec leur savoir. Deux vagues de coopération vont permettre à l'Algérie indépendante de subvenir à ses manques. Les premiers compromis sont signés au cours des accords d'Évian le 19 mars 1962 et les seconds, qui consistent en une renégociation des premiers, datent des années 1970. Dans les années qui suivent l'indépendance, le nombre croissant de « coopérants techniques » vient contrebalancer le nombre de plus en plus faible de « pieds-rouges ». Contrairement aux « pieds-rouges », la majorité des coopérants sont suffisamment de gauche pour condamner la France coloniale²⁴ mais étant rarement encartés dans un parti ou un syndicat, ils sont uniquement appréciés pour l'aide technique qu'ils apportent à un pays sur la voie d'une industrialisation massive selon le modèle théorisé par Gérard Destanne de Bernis en 1966 des « industries industrialisantes », répandu dans les pays en voie de développement dans les années 1970.
- Discretion politique des coopérants et distinction des pieds-rouges :
 - Les coopérants constituent donc uniquement l'élite technique en attendant que des Algériens soient formés aux mêmes postes. Ils sont ainsi priés de se faire discrets. « On ne pouvait pas se permettre de critiquer. Si on voulait faire de la politique, on rentrait en France »²⁵, confie Hélène Cuenat, l'emblématique « porteuse de valise » du FLN pendant la guerre de libération nationale qui choisit de rester en Algérie après le coup d'état.
 - La coopérante Nicole Gacem raconte avoir côtoyé, en Algérie, essentiellement des Algériens en qui elle avait plus confiance que les étrangers. Militante PCF en France, en Algérie elle choisit de mettre ses opinions politiques de côté car, elle aussi, considérait que l'avenir politique de l'Algérie appartenait aux Algériens et que tout soutien étranger dans cette quête ressemblerait dangereusement à une forme de néocolonialisme : « Pour moi c'étaient surtout les algériens qui avaient à prendre en main leur avenir et les responsabilités. Donc qu'il y ait des gens qui les aident [comme les « pieds-rouges »] ou qui ont eu l'idée de les aider, ça n'a pas été quelque chose de très positif. Ça n'a pas beaucoup marqué les esprits. N'y avait-il pas le risque que ces gens soient considérés encore comme des colonisateurs ? »²⁶. Alors que les Européens se succèdent en Algérie depuis plus d'un siècle, chaque catégorie de population semble remettre en question la légitimité de la présence de l'autre.

²² BOURGES Hervé, *op.cit.*, p.140

²³ SIMON Catherine, *op.cit.*

²⁴ SIMON Catherine, *op. cit.*, p.200.

²⁵ *Ibid.*, p.203.

²⁶ Entretien téléphonique avec Nicole Gacem, 26 avril 2021.

Causes psychologiques et historiques du silence des pieds-rouges :

Nécessité du silence comme objet de recherche : Compte tenu du manque de reconnaissance dont les pieds-rouges sont victimes et, probablement, du sentiment d'être responsable de l'aveuglement et, ensuite des désillusions de leur engagement, il était très difficile d'anticiper le type d'attitude suscitée par mon enquête et, du même coup, la façon dont la présenter aux enquêtés. J'étais donc consciente de la possibilité réelle de devoir considérer le silence comme un des objets et fruits de ma recherche. Et j'ai donc tenté d'établir une typologie des facteurs à l'origine de la réticence des « pieds-rouges » :

- La peur de réveiller un passé refoulé empreint d'humiliation : le coup d'état du deuxième président algérien Houari Boumediène sonne le glas des « pieds-rouges ». Plusieurs solutions s'offrent alors à eux. Certains rentrent dans la clandestinité totale ou partielle puis choisissent de quitter l'Algérie se sentant trop menacés ; d'autres sont arrêtés rapidement par les forces de l'ordre, torturés ou violés et forcés de partir²⁷ ; une troisième catégorie choisit de mettre un terme à ses activités politiques et d'acquiescer le statut de coopérant.
- Une déception latente vis-à-vis du gouvernement algérien aussi bien que de la gauche française : selon Catherine Simon, les « pieds-rouges » « ne veulent plus entendre parler [de cette période] parce qu'ils sont restés avec l'idée que, premièrement, ils s'étaient fait avoir [par le gouvernement algérien qui les avait initialement encouragés à venir] et, deuxièmement, que ce qu'ils avaient fait n'avait pas beaucoup d'importance [ayant été laissés pour compte par la gauche française et les sévices qu'ils avaient subis, ignorés par peur de critiquer le FLN] »²⁸. Elle décrit dans son livre la situation d'isolement moral, physique et intellectuel des « pieds-rouges » condamnés à s'aveugler, à se taire ou à rentrer chez eux

→ d'où mon appellation de « contre-héros » de l'histoire, ou des héros ratés ? : des personnes qui pensaient aider, être du bon côté de l'histoire, qui ont même à certains moments été appelés par le gouvernement de Ben Bella, et la 4^e internationale, à venir soutenir l'effort de reconstruction algérien, mais qui pourtant, contre leur gré, ont été, d'une part, accusés rapidement autant par le gouvernement algérien que par les autres étrangers présents sur place de s'immiscer dans des mécanismes et fonctionnements politiques qui ne les concernaient pas. D'autre part, dont les idéaux, dont l'essence même tendait à l'universalisme, se heurtèrent à la configuration socio-politique de l'Algérie nouvellement indépendante.
- Autre facteur aggravant de l'inaccessibilité de mes enquêtés cibles : leur âge. En effet, les « pieds-rouges », âgés d'une vingtaine d'années lors de l'indépendance de l'Algérie en 1962, ont aujourd'hui plus de 80 ans. La majorité est décédée, réduisant considérablement mon échantillon. Et le covid n'a pas aidé car c'est compliqué de demander aux personnes les plus vulnérables de faire des entretiens en tant de crise sanitaire, en présentiel ou au téléphone.
- Manque de confiance et positionnement du chercheur : une temporalité courte dans ma recherche de Master qui ne me permit pas de prendre le temps nécessaire pour acquiescer la confiance de mes enquêtés, ma non-appartenance au milieu politique des « pieds-rouges » (Catherine Simon a supposé que ses prises de contacts ont été facilitées par son appartenance au milieu de la gauche intellectuelle, ses amitiés avec des membres de réseaux de soutien au FLN et son statut de journaliste susceptible de relayer leur témoignage vers le public) → Comment gagner leur confiance et faire reconnaître ma légitimité à enquêter ?²⁹ → Il me fallait donc penser une méthodologie adaptée et des stratégies à toutes

²⁷ SIMON, Catherine. *Op. cit.*

²⁸ Entretien avec Catherine Simon, dimanche 3 février 2021.

²⁹ *Ibid.*

les étapes de la réalisation d'entretiens comme par exemple faire très attention au choix des mots lors de la prise de contact avec mes enquêtés : erreur pdt lgtps d'utiliser terme « pieds-rouges ». L'inconvénient : suis tombée sur bcp de coopérants qui avaient moins de difficulté à parler de leur expérience en Algérie car il n'y avait pas d'activité politique. Et en même temps, cela me permet de réfléchir à la notion de politisation chez les populations étrangères en Algérie.

Problèmes épistémologiques et historiographiques potentielles du silence

1. Notion de « pied-rouge » : il me semble essentiel a posteriori de poser la question de la pertinence de cette catégorie et de ses limites étant donné que les acteurs ne s'identifient pas systématiquement & qu'elle implique trop de perméabilité avec d'autres catégories d'européens en Algérie telles que coopérants.
2. Bornes chronologiques : J'ai pensé un certain temps et voulu démontrer que le coup d'État de Houari Boumediene le 19 juin 1965 marque l'aboutissement du désenchantement des « pieds-rouges », forcés de quitter l'Algérie, de rentrer dans la clandestinité ou d'acquiescer le statut de coopérant en mettant un terme à leurs activités politiques. En m'entretenant avec des « pieds-rouges » et des coopérants j'ai compris que j'avais accordé trop d'importance au coup d'état, que la plupart des trajectoires ne se résumaient pas à la période 1962-1965, que les « pieds-rouges » n'avaient pas été impactés de la même manière par le coup d'état et que les raisons de départ des « pieds-rouges » furent toutes très différentes, même celles en 65.
3. Mythologie : Difficile de s'extraire de la mise en récit de leur propre utopie.

Solutions et ouverture :

1. Élargir mes bornes chronologiques : ma thèse porte sur les années 60 dans leur totalité (1962 indépendance – 1969 Festival panafricain) car l'Algérie a continué d'être une plaque tournante de militants politiques jusqu'à la fin des années 60 et même 70.
2. Travailler sur des lieux différents : Alger peut nous faire plonger facilement dans un mythe révolutionnaire.

Grâce aux enseignements tirés de mes recherches en master, j'ai souhaité ouvrir la réflexion au contexte de solidarité tiers-mondiste et socialiste qui a permis le développement de réseaux militants à une échelle globale et pas uniquement européenne. →

3. Militants politiques ? : Faut-il se concentrer uniquement sur les trajectoires de militants politiques ? Ou continuer de traiter à la fois de « pieds-rouges », coopérants, et discuter ces catégories, ainsi que de la notion de politisation ?
4. Européens ou internationaux : Dans ce cas-là, il me faut penser la présence étrangère en Algérie après l'indépendance de manière globale et ne pas me restreindre aux Européens. Il faut certes comprendre ce qui peut différencier les facteurs de leurs présences respectives mais il faut aussi comprendre leurs interactions, et ne pas nier l'importance d'Alger à l'échelle globale, et surtout du tiers-monde, en tant que capitale de révolutionnaires (réf à Amilcar Cabral, fondateur du Parti pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, qui dit, lors d'une conférence de presse à Alger en 1968, « Les chrétiens vont au Vatican, les musulmans à la Mecque, et les révolutionnaires à Alger »).

Éléments de discussion :

- La nature des hypothèses concernant l'origine du terme « pied-rouge » nous amène à mettre en perspective l'usage scientifique du terme « pied-rouge ». L'origine du terme n'étant pas encore entièrement élucidée, ce dernier n'étant que très rarement employé dans la littérature scientifique et

les « pieds-rouges » ne s’y identifiant pas systématiquement, nous préférons donc l’usage de guillemets pour faire référence à cette catégorie de population.

- Ces « amis de l’Algérie nouvelle »³⁰ forment selon Sylvie Thénault, une « nébuleuse hétéroclite »³¹ et selon Catherine Simon, une « nébuleuse inédite »³².
- Il faudra tout de même s’assurer, dans la poursuite de nos recherches sur les « pieds-rouges », de ne pas surestimer l’influence de nos enquêtés sur un moment historique décolonial déterminant.
- Mon objet de recherche a bien évolué depuis que j’ai proposé ce sujet d’intervention au Forum Insaniyyat, et heureusement d’ailleurs que la recherche trouve l’espace pour évoluer et que le chercheur puisse prendre du recul à la fois sur lui-même, et sur son objet d’étude !

³⁰ *Ibid.*

³¹ THENAULT Sylvie, « Les pieds-rouges, “gogos” de l’indépendance de l’Algérie ? », *La Revue internationale des livres et des idées*, novembre-décembre 2009, n°14, p. 40-42.

³² SIMON Catherine, *op. cit.*, p.10.